

Orléans le 22 avril 2020,

A l'issue des audios conf des vendredi 17 et lundi 20 avril, la situation sanitaire est totalement stabilisée puisque aucun nouveau cas n'est à déplorer à ce jour.

Les retours de quatorzaine se sont déroulés selon le protocole du médecin de prévention déjà exposé dans nos compte rendus.

Il n'en est pas moins important de rappeler pour les agents en présentiel d'adopter scrupuleusement les gestes barrières et la distanciation. Sans tomber dans la psychose, seule la vigilance s'impose pour le bien collectif et individuel.

Au 20 avril, le taux de présence physique se situe à 25%, et 22% en télétravail.

Cette augmentation significative s'explique par le démarrage de la campagne IR ce lundi.

Nous avons signalé la semaine dernière au Directeur notre crainte - malgré son déni - de voir un grand nombre d'appels téléphoniques affluer dès ce lundi. Nous avons raison puisque des agents ont dû être appelés en renfort. M. Dalles s'en est sorti par ses habituelles pirouettes sémantiques, en prétextant que cette actualité était intégrée dans les inconnues liées à la pandémie.

Nonobstant ce pic de la première journée, il a préconisé la rotation par demi-journée pour les « gros » sites. Ainsi, les agents du site de Gien préfèrent travailler à cette cellule téléphonique par journée entière.

On peut également arguer que la communication télévisuelle du ministre ce lundi a encouragé les personnes confinées à se renseigner en masse. L'absence de rdv physiques et l'enjeu de la déclaration automatique n'ont pas évité ces appels téléphoniques au profit d'un usage numérique.

Les prochains jours seront significatifs pour en tirer quelques conclusions....

Chaque semaine, le Directeur effectuera un point avec les chefs de service pour évaluer à la fois les circuits d'affluence téléphoniques et le respect des règles sanitaires avec un suivi des stocks de matériel dédié.

Nous vous encourageons à signaler tout manquement ou dérive qui affecterait cette campagne IR si particulière.

Point logistique :

Il est attendu un cadrage de la Direction Générale à destination des agents confinés pour la connexion de leurs téléphones personnels afin d'assurer un renfort aux SIP. Une note en précisera le bon usage, par exemple le masquage du numéro sortant !

La livraison des nouveaux casques téléphoniques attribués par agent, a commencé cette semaine.

Tous les masques destinés aux postes ouverts, notamment pour les bons de secours, ont été distribués.

Des gants à usage unique ont été attribués aux agents affectés au courrier.

Une commande est en cours pour la distribution prochaine de lingettes afin que les agents entreprennent au quotidien le nettoyage de leur matériel de bureau.

La prise en charge des frais de repas sans justificatif accordé par le dernier décret est effective jusqu'au 10 avril. Au-delà de cette date, selon la dernière circulaire, une preuve de dépenses correspondante sera exigée. Le Directeur a clarifié ce point en précisant la nécessité de fournir un ticket de caisse. Sur ce dernier pourrait figurer une liste globale de courses où il suffirait de

surligner les articles destinés à un ou plusieurs « paniers » quotidiens. La bienveillance devrait prévaloir.

Pour la gestion des congés, et la perspective de suppression des congés ou RTT, suite à la publication de l'ordonnance précitée, aucune « bonne » nouvelle n'est connue à ce jour. Des discussions très tendues se déroulent encore actuellement à la Direction Générale avec les organisations syndicales nationales.

Le Directeur va organiser un recensement des absences durant ce confinement afin de notifier aux agents le barème applicable conformément à cette ordonnance. Son crédo est d'opérer en toute transparence. On pourrait ajouter, malgré pertes et fracas....

Malgré les propos de Jérôme Fournel quant au souhait d'une déclinaison DGFIP qui serait adaptée et sans heurt, nous restons pour le moins très perplexes sur la logique d'une telle mesure. Elle ne peut que favoriser les conflits et dénote un pilotage managérial particulièrement méprisant. Chaque Directeur local devra en assumer les conséquences négatives si cette ordonnance ne subit pas quelques aménagements.

Dans les rubriques de sujets sensibles, le projet d'une prime attribuable aux fonctionnaires a été abordé.

On peut remercier M. Dalles sur la transparence des réflexions frileuses de nos dirigeants qui considèrent les fonctionnaires dans leurs discours mais peu dans leurs actes !

Une première étude prévoyait trois niveaux de « récompense », défiscalisé et exempté de cotisation sociale :

Niveau de base : les agents qui travaillent, autour de 300 euros

Niveau supplémentaire : ceux qui travaillent en présentiel, les télétravailleurs n'en font pas partie, autour de 600 euros

Niveau exceptionnel : ceux qui ont annulé leurs congés pour renforcer les PCA et qui ont démontré une grosse capacité de travail, le Graal de 1000 euros !

Une deuxième étude est en cours de validation :

Deux niveaux, un niveau de base, toujours situé à 300 euros, et un niveau exceptionnel.

On constate ainsi le peu de frais que le Ministère souhaite engager pour soi-disant récompenser ses agents. On pourrait lui suggérer d'arrêter ses beaux discours creux à l'image de ces réflexions concrètes.

Dans la perspective d'accueillir dans notre département de futurs stagiaires de catégorie B le 18 mai prochain, une visio est envisagée avec ces nouveaux collègues et les représentants du personnel.

Prochaine audio conf les 22 et 24 avril

A bientôt !